

## **Vœu proposé par la majorité municipale au Conseil municipal du 12 février 2009 – adopté à la majorité absolue**

**À l'heure où la crise économique mondiale touche la France de plein fouet, l'État s'attaque à un des moteurs essentiels de la vie économique et démocratique de notre pays : l'enseignement supérieur et la recherche.**

En lieu et place de l'« effort sans précédent » annoncé par Mme Péresse, 900 suppressions de postes sont prévues dans l'enseignement supérieur et la recherche en 2009. Le nombre de postes ouverts aux concours de l'enseignement, baisse de 15%, soit un véritable plan social de la fonction publique, alors même que le chômage explose.

Alors qu'une démocratisation réelle de l'enseignement supérieur est nécessaire, le gouvernement opère un recul supplémentaire en annonçant que les financements seront accordés aux universités « performantes », ce qui pénalisera nécessairement celles qui accueillent les étudiants les plus en difficulté.

Le lien fort et fécond entre enseignement et recherche est un des éléments indispensables de l'attractivité et de l'efficacité de notre système d'enseignement supérieur. **En remettant en cause le statut d'enseignant-chercheur, le gouvernement renforce un système à deux vitesses**, où les universités sous-dotées en personnel seraient obligées de sacrifier la recherche, la réservant ainsi aux universités « d'excellence ».

Villejuif et la Communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre comptent une vingtaine d'établissements d'enseignement supérieur et mille chercheurs (CNRS, INSERM, hôpitaux...). Nous sommes donc touchés par ces réformes, notamment à travers le « plan Campus » de Mme Péresse et de M. Blanc, qui prévoit le départ de l'ENS Cachan pour le plateau de Saclay.

Ce choix vient au détriment de la dynamique créée dans le cadre de la Vallée scientifique de la Bièvre, et notamment des partenariats liés entre l'ENS Cachan et l'institut Gustave-Roussy. Il ne tient pas compte des projets innovants engagés par notre ville et la Communauté d'agglomération, particulièrement autour du « campus de cancérologie » et des biotechnologies, domaines dans lesquels l'ENS Cachan dispose de formations et d'équipes de recherche reconnues.

**Le Conseil municipal de Villejuif, réuni le 12 février 2008, estime que le projet de déménagement de l'ENS Cachan doit être reconsidéré** dans le cadre d'un débat plus large entre État, collectivités locales, habitants et usagers sur le devenir de ce territoire, prenant en compte les dynamiques d'ores et déjà engagées.

Il considère que la volonté de l'État de créer des campus loin des villes masque le refus de s'engager dans une politique ambitieuse de rénovation et de construction de locaux universitaires et de logements étudiants. Ces délocalisations ne pourront que nuire au nécessaire maillage entre entreprises, établissements d'enseignement supérieur, laboratoires de recherche et services publics. Ces partenariats sont nécessaires pour le développement d'un territoire équilibré et dynamique, dans lequel l'enseignement supérieur contribue autant à la qualité de la ville qu'il en bénéficie.

Installer des équipements de recherche les uns à côté des autres, comme veut l'imposer le gouvernement, ne suffit pas à réaliser des synergies. Il faut, bien au contraire, travailler à des partenariats avec Paris Rive Gauche et le plateau de Saclay, comme le fait la Vallée scientifique de la Bièvre, car la richesse scientifique naît des coopérations solidaires et non des concurrences entre territoires.

Au delà, il exige :

- le retrait du projet de décret modifiant le statut d'enseignant-chercheur
- la remise à plat de la réforme des critères de financement des universités
- l'annulation des suppressions de postes dans l'enseignement supérieur et la recherche
- le retrait de critères fondés sur le mérite pour toute aide sociale aux étudiants.
- l'annulation de la baisse de 15% des postes ouverts aux concours de l'enseignement pour 2009
- l'annulation de l'accord sur la reconnaissance par la France des diplômes délivrés par les Instituts catholiques contrôlés par le Vatican, qui foule aux pieds le principe de laïcité et ouvre une brèche dans le monopole public de délivrance des diplômes nationaux.

Il réclame qu'un débat national ait lieu, qui associe tous les acteurs concernés – enseignants, chercheurs, personnels IATOS, étudiants, habitants, collectivités locales et l'État – pour définir ensemble un projet de transformation profonde de l'enseignement supérieur public français dans une perspective de démocratisation réelle qui garantisse une formation de qualité pour tous.